MARCHE PUBLIC DE SERVICES



****

Marché de services bancaires

**Groupement de commandes**

composé de la CGSS de la MARTINIQUE,

de la CGSS de la GUYANE,

et de la CGSS de la GUADELOUPE et de SAINT-MARTIN

**Organisme en charge de la passation du marché :**

CGSS de la MARTINIQUE

**N° de procédure : 251500**

**Appel d’offres ouvert**

QUESTIONNAIRE ESG

Questionnaire ESG à compléter par les candidats

# Objectifs du questionnaire

Conscientes du rôle-clef des donneurs d’ordre dans la transformation de la société vers un monde plus durable et dans le cadre d’une démarche initiée par l’Urssaf Caisse Nationale, les CGSS ont décidé d’intégrer des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans la sélection de leur partenaire bancaire. Cela prend la forme d’un questionnaire d’évaluation dont les réponses seront prises en compte dans le jugement des offres. Le questionnaire est l’aboutissement de l’analyse des meilleures pratiques observées dans le secteur bancaire.

# Modalités de réponse

Le questionnaire se base sur le principe de la preuve, c’est-à-dire que pour chaque question, il est impératif de répondre dans l’espace indiqué, en ajoutant si nécessaire un commentaire permettant d’apporter des éléments complémentaires. Chaque réponse doit alors être justifiée par des éléments publics en intégrant les dernières données disponibles (en précisant l’année). Il est préconisé d’y répondre de manière synthétique, contextualisée et factuelle ainsi que de veiller à l’accessibilité des liens URL, le cas échéant, à des entités externes à la vôtre.

Enfin, les réponses attendues doivent être issues du périmètre de l’entité répondante. Lorsque les données sont limitées voire inexistantes, il est possible de répondre selon le périmètre du groupe et de le préciser en commentaire, le cas échéant. Les questions ne revêtent aucun caractère éliminatoire.

# Environnement

# Stratégie climatique

*Les questions qui vont suivre visent à connaître l’engagement de l’établissement dans le pilotage des impacts environnementaux au travers des activités de financement et d’investissement.*

1. Publiez-vous l’empreinte carbone pour l’ensemble de vos investissements et financements (scope 3) ?

Oui  Non

*Données quantitatives et explications*

*Lien et page du document public*

1. Publiez-vous les financements et investissements dans les énergies fossiles en valeur absolue (flux), ainsi que votre exposition aux énergies fossiles (stock), et à quelle fréquence ?
   1. Concernant les flux :

Oui  Non (justifiez)

*Données quantitatives et explications*

*Lien et page du document public*

* 1. Concernant les stocks :

Oui  Non (justifiez)

*Données quantitatives et explications*

*Lien et page du document public*

# Engagements de l’entité

L’objectif de cette partie est d’identifier les engagements pris par l’entité pour réduire la contribution au changement climatique des financements et investissements, et de s’assurer que ces engagements font partie intégrante de la feuille de route des dirigeants.

Quels sont les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) sur la partie investissements et financements ? À quel horizon de temps ? Un objectif peut être renseigné pour chaque dimension (financements et investissements).

* + Objectif n°1 : *description de l’engagement et du KPI associé*

*Année de référence*

*Année de réalisation de l’objectif*

*Objectif de réduction (KPI utilisé, périmètre…)*

*Commentaire*

*Lien et page du document public*

* + Objectif n°2 : *description de l’engagement et du KPI associé*

*Année de référence*

*Année de réalisation de l’objectif*

*Objectif de réduction (KPI utilisé, périmètre…)*

*Commentaire*

*Lien et page du document public*

* + Aucun objectif d’engagement de réduction des émissions de GES n’a été mis en place pour nos financements et/ou investissements.

*Commentaire*

*Lien et page du document public*

# Initiatives clefs

*Au regard des avancées et connaissances scientifiques, et afin de limiter la hausse des températures au niveau global tel qu’attendu par l’Accord de Paris, il est souhaitable de ne pas exploiter de nouvelles sources d’énergies fossiles et de sortir progressivement de ces activités.*

1. Avez-vous formalisé une politique de sortie ou d’exclusion du charbon ? Selon quelles dispositions ?

Oui, nous avons formalisé une politique de sortie (approche de transition)

Oui, nous avons formalisé une politique d’exclusion

Non

*Décrire la politique et ses dispositions*

*Lien et page du document public*

1. Disposez-vous d’une politique de sortie ou d’exclusion du pétrole et du gaz non conventionnels[[1]](#footnote-1) ? Selon quelles dispositions ?

Oui, nous avons formalisé une politique de sortie (approche de transition)

Oui, nous avons formalisé une politique d’exclusion

Non

*Décrire la politique et ses dispositions*

*Lien et page du document public :*

1. Vers un numérique responsable
2. Avez-vous mis en place des engagements en faveur de la sobriété numérique[[2]](#footnote-2) ?

Oui  Non

*Décrire les engagements*

*Lien et page du document public*

1. Êtes-vous adhérent au Code de Conduite européen des centres de données ? Si votre entité est locataire de *datacenter*, précisez si votre prestataire y adhère. Si recours à plusieurs prestataires, indiquez la part (%) des prestataires adhérents à ce Code de Conduite (en nombre).

Oui  Non

*Date d’adhésion et commentaire*

*Lien et page du document public*

1. Avez-vous mis en place un programme d’efficience énergétique de vos bâtiments et *datacenters* ? Si oui, précisez s’ils font l’objet d’une certification ISO 50001 ou équivalente.

Oui  Non

*Commentaire (en précisant l’obtention ou non d’une certification)*

*Lien et page du document public*

# Gouvernance

1. Pratiques fiscales

*La responsabilité fiscale constitue une partie intégrante de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Le paiement de l’impôt, destiné à alimenter les finances publiques des Etats, contribue au développement des investissements publics et des politiques publiques de qualité. Ces contributions permettent ensuite aux entreprises de bénéficier de la qualité et de l’attractivité des territoires.*

1. Disposez-vous d’une charte de responsabilité fiscale ?

Oui  Non

*Présentation des principales dispositions*

*Lien et page du document public*

1. Si oui à la question précédente, mentionne-t-elle des pratiques fiscales auxquelles l’entreprise s’interdit de recourir (ex. pratiques inacceptables[[3]](#footnote-3)) ?

Oui  Non

*Commentaire*

*Lien et page du document public*

1. Adhérez-vous à des standards de place en matière de responsabilité fiscale (ex. : *B Team Responsible Tax Principles*, etc.) ou aux recommandations de l’OCDE en matière de lutte contre l’érosion fiscale ?

Oui  Non

*Commentaire, date d’adhésion, etc.*

*Lien et page du document public*

1. Ethique des affaires

*Cette partie vise à évaluer la cohérence entre les valeurs de la Sécurité sociale et celles de votre entité, sur les aspects relatifs à l’éthique des affaires. Une sous-estimation de ces risques augmente le risque réputationnel.*

1. Parmi les aspects suivants, quels sont ceux qui sont couverts par vos codes de conduite au niveau du groupe (filiales comprises) ?

* Corruption et pots-de-vin  Oui  Non
* Discrimination (âge, sexe/genre, orientation sexuelle, origine, handicap, conviction politique, langue, etc.)  Oui  Non
* Confidentialité de l'information  Oui  Non
* Déontologie et conflits d’intérêts  Oui  Non
* Antitrust/pratiques anticoncurrentielles  Oui  Non
* Blanchiment d'argent et/ou délit d'initié  Oui  Non
* Environnement, santé et sécurité  Oui  Non
* Système de dénonciation (*whistleblowing*)  Oui  Non

1. Rendez-vous publiques les violations de votre code de conduite ?

**Oui,** nous rendons publiquement compte des violations de notre code de conduite, mais uniquement en cas de procédures judiciaires

*Lien et page du document public*

**Oui,** nous rendons publiquement compte des violations de notre code de conduite :

En précisant les typologies de violation (ex : discrimination, corruption…)

*Lien et page du document public :*

En précisant l’état d’avancement des manques signalés et correctifs apportés.

*Lien et page du document public*

**Non**, nous ne communiquons pas sur le sujet

1. Avez-vous fait l’objet d’une sanction disciplinaire ou administrative de la part des autorités de régulation, françaises ou étrangères, ayant donné lieu à une condamnation définitive au cours des cinq dernières années ?

Oui  Non

*Commentaire (si sanction, préciser notamment l’autorité/pays, la date, le motif, la sanction, etc.)*

1. Politique de rémunération

La politique de rémunération variable des dirigeants exécutifs comprend-elle des objectifs extra-financiers quantitatifs[[4]](#footnote-4) liés à la RSE ?

Oui  Non

Si oui, décrire les objectifs et préciser la proportion de la part variable qui dépend de l’atteinte de cet objectif[[5]](#footnote-5) : Y %

Si non en raison de l’absence d’une rémunération variable dans la rémunération des dirigeants exécutifs, indiquez si de telles incitations existent pour d’autres catégories de personnels et précisez.

*Commentaire*

*Lien et page du document public*

# Pratiques sociales

*Cette partie vise à évaluer la cohérence entre les valeurs de la Sécurité sociale et celles de votre entité, sur les aspects sociaux et certains enjeux prépondérants.*

1. Handicap

Avez-vous formalisé et mis en place une politique relative au handicap ?

Oui  Non

Quelle est la part (%) de salariés en situation de handicap parmi les effectifs (ETP[[6]](#footnote-6)) en France ? Précisez également si des objectifs de recrutement annuels vis-à-vis des personnes en situation de handicap ont été mis en place.

*Valeur et commentaire*

*Lien et page du document public*

1. Emploi
2. Quel est votre index d’égalité professionnelle ?

*Toutes les entreprises d’au moins 50 salariés doivent calculer et publier leur Index de l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, chaque année.*

>85  >75 et <85  <75

*Commentaire (si <85->75 points, préciser les objectifs de progression fixés ; si <75 points, préciser les mesures correctives et de rattrapage)*

*Lien et page du document public*

1. Quelle est la part de contrats à durée déterminée (CDD) parmi les effectifs (ETP) ?

*Valeur et commentaire*

*Lien et page du document public*

1. Des dispositifs ont-ils été mis en place pour lutter contre le travail non déclaré au sein de vos prestataires ?

Oui  Non

*Descriptions des dispositifs*

*Lien et page du document public*

1. Avez-vous mis en place des dispositifs destinés à favoriser ou à maintenir dans l’emploi des jeunes (< 25 ans) (objectif de recrutement, politique en matière de stage, apprentissage, alternance, etc.) ?

Oui  Non

*Description des dispositifs*

*Lien et page du document public*

1. Avez-vous mis en place des dispositifs destinés à favoriser ou maintenir dans l’emploi des personnes de plus de 55 ans (objectif de recrutement, politique de formation, etc.) ?

Oui  Non

*Description des dispositifs*

*Lien et page du document public*

1. Formation
2. Les thématiques de formation ont-elles abordé les enjeux environnementaux (climat, biodiversité, numérique responsable, etc.) ? Si oui, préciser la part des salariés concernés et le nombre d’heures dispensées.

Oui  Non

*Commentaire (part des salariés, nombre d’heures, etc*.)

*Lien et page du document public*

1. Les thématiques de formation ont-elles abordé les risques psychosociaux[[7]](#footnote-7) ?   
   Si oui, préciser la part des salariés concernés et le nombre d’heures dispensées.

Oui  Non

*Commentaire (part des salariés, nombre d’heures, etc.)*

*Lien et page du document public :*

1. Pétrole et gaz de schiste, sables bitumineux, pétroles et gaz en Arctique, forages en eaux très profondes, etc. [↑](#footnote-ref-1)
2. La sobriété numérique se définit comme une réduction de la fréquence de renouvellement du matériel informatique, une réduction du parcours d’une donnée, le recyclage/réemploi/reconditionnement auprès d’acteurs de l’économie circulaire ou auprès des éco-organismes, des pratiques et usages raisonnés, etc. [↑](#footnote-ref-2)
3. Exemples de pratiques inacceptables : recourir à une politique fiscale agressive, c’est-à-dire monter des structures ou des opérations dépourvues de substance économique ou commerciale, dont la finalité serait strictement fiscale ; s’implanter ou mener des opérations dans les « paradis fiscaux » (cf. listes des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales, d’un point de vue national ou européen). [↑](#footnote-ref-3)
4. Un objectif quantitatif s’entend comme X % de réduction des émissions de GES ou de la consommation énergétique, X % de réduction des déchets, X % de hausse du recyclage/réemploi du matériel informatique, etc. [↑](#footnote-ref-4)
5. La réalisation de cet objectif garantit Y % de la rémunération variable. [↑](#footnote-ref-5)
6. Equivalent temps-plein [↑](#footnote-ref-6)
7. D’après l’Assurance Maladie, les risques psychosociaux désignent le stress au travail (surcharge de travail, manque de moyens, d’autonomie, etc.), les violences internes à l’entreprise (harcèlement, conflits, etc.) et externes (menaces, agressions, etc.). [↑](#footnote-ref-7)